

Un nouveau parti d'opposition laïque

Figure du Mouvement de la société pluraliste, Randa Kassis dévoile ses objectifs.

Publié le Jeudi 18 Octobre 2012

Le Mouvement de la société pluraliste, un parti d'opposition syrien, vient d'être créé. À sa tête, Randa Kassis, une femme. Tout un symbole ! « Je suis athée et présidente de ce mouvement. Il y a donc beaucoup d'espoir », dit-elle à l'Humanité. À l'origine membre du Conseil national syrien (CNS), Randa Kassis en a été exclue. « Depuis le début, on savait que les Frères musulmans manipulaient le CNS, affirme-t-elle. Je voulais alerter les Syriens sur la montée de l'islamisme, sur l'infiltration des djihadistes et dénoncer les exactions commises par quelques forces combattantes sous le drapeau de l'Armée syrienne libre (ASL). Ça a - déçu. » Soucieuse de l'unité du peuple syrien et d'un avenir « démocratique et laïque » pour son pays, la jeune femme remarque qu'une « majorité silencieuse ne veut pas de cette révolte car elle craint l'islamisation. Quant à la communauté alaouite, elle n'a pas vraiment participé car elle avait peur des représailles du régime au départ et maintenant d'être exterminée par ceux qui prônent une grande Syrie islamique ».

Ce Mouvement de la société pluraliste ne s'oppose pas à la « légitimité de se défendre et de porter des armes ». Mais, comme le souligne Randa Kassis, « il faut une armée structurée avec une véritable boussole politique, qui soit composée principalement de déserteurs et non pas de civils armés comme c'est le cas actuellement. Cette armée doit être encadrée sous un seul commandement militaire en coordination avec une classe politique composée de tous les acteurs de l'opposition et du mouvement révolutionnaire, en s'engageant à respecter ses décisions et rendre les armes au gouvernement de transition une fois le régime déchu ». Pour elle, il faut donc « s'occuper des milices et les reprendre des mains des islamistes et, surtout, travailler à la défection des grands officiers alaouites ». Sur ce dernier point, elle affirme que des négociations sont en cours. « Ce sont les conditions pour que puisse s'élaborer une véritable trêve », dit-elle.

Le Mouvement, qui défend l'égalité homme-femme, entend également « reconnaître constitutionnellement le peuple kurde en Syrie ainsi que ses droits nationaux, politiques, sociaux, intellectuels et économiques ». Un élément clé dans la mesure où le Conseil national syrien a toujours refusé de discuter avec les représentants kurdes d'une telle autonomie. En revanche, le Comité national pour les changements démocratiques compte en son sein les principaux mouvements du Kurdistan syrien. Si le CNS apparaît largement doté financièrement - mais, comme le fait remarquer Randa Kassis, il est impossible d'avoir accès aux comptes, sous contrôle de la Confrérie -, ce n'est pas le cas des mouvements d'opposition les plus laïques. Là encore, la communauté internationale aurait tort de se voiler la face.



Édition du Jeudi 24 Novembre

ACHETER

SE MANIÈRE



Édition du Jeudi 24 Novembre

ACHETER

SE MANIÈRE



Publinter

Les articles les plus lus

- 1 Mail. « Sept soldats sont entrés chez moi pour me violer ». Le rapport choc de la FIDH
- 2 Sofiane Bennacer, la révélation du film Les Amandiers, mis en examen pour viols
- 3 Affaire Quatennens : son ex-compagne dénonce « des violences physiques et morales » subies depuis « plusieurs années »
- 4 Coupures d'électricité : la France va-t-elle plonger dans le noir ?